



Colloque International à l'occasion du 25^{ème} Anniversaire du CEREG¹

ACCELERER LA TRANSFORMATION STRUCTURELLE DES ECONOMIES AFRICAINES : LEÇONS HISTORIQUES ET PERSPECTIVES²

9 et 10 avril 2025

Université de Yaoundé 2, Cameroun

1. ARGUMENTAIRE

La stratégie actuelle et sans doute l'une des plus importantes du développement économique des pays est la transformation structurelle des économies. En effet, depuis les travaux précurseurs de Fisher (1939) ; Clark (1940), ainsi que ceux de Lewis (1954) et Kuznets (1966), la transformation structurelle est considérée comme le catalyseur de la croissance économique et du développement soutenable des économies modernes. A cet effet, le changement structurel, défini ici comme le passage de la main-d'œuvre du secteur primaire vers le secteur secondaire et le secteur tertiaire, occupe une place prépondérante dans le débat sur la croissance en Afrique. Comme le relève Lucas (2004), les origines du monde économique moderne peuvent être considérées, en partie, comme une transition d'une société agricole traditionnelle à une société de croissance soutenue des opportunités d'accumulation de capital humain et physique. Dans le même sillage, Jones et Olken (2008) expliquent que les variations concernant la main-d'œuvre orientée vers l'industrie manufacturière ont tendance à coïncider avec les accélérations et les décélérations du taux de croissance. Par ailleurs, Lin et Monga (2011) montrent que les accélérations substantielles du taux de croissance ont été stimulées par une innovation technologique rapide dans la période qui a suivi la révolution industrielle, ainsi que par la transition vers des sociétés industrialisées à partir d'économies agraires caractérisées par une part décroissante de l'emploi dans l'agriculture. De plus, Diao et al. (2017) constatent qu'une grande partie de la croissance et de la réduction de la pauvreté en Afrique entre 1998 et 2014 a été associée à une baisse substantielle de la part de la main-d'œuvre engagée dans l'agriculture.

Dans la littérature économique, plusieurs facteurs expliquent la transformation structurelle des économies, notamment les technologies, les infrastructures et le commerce (Erten et Leight, 2019 ; Hjort et Poulsen, 2019 ; Malah et Asongu, 2022). Les IDE représentent un déterminant important dans le processus de transformation structurelle des économies (Tiwari et Mutascu, 2011 ; Mamba et al., 2020) et ces investissements facilitent le transfert de technologie entre les pays développés et les pays en développement. Dans le même ordre d'idées, l'importance des IDE dans les pays en développement reste incontestable (Megbowon et al., 2019). Dans ce sens, Alviarez et al. (2022), montrent que l'augmentation de l'emploi dans les entreprises étrangères pousse à la transformation structurelle dans le pays d'accueil.

¹ Le CEREG est le Centre d'Etudes et de Recherche en Economie et Gestion de la Faculté des Sciences Economiques et de gestion de l'Université de Yaoundé 2 au Cameroun créé par Arrêté Ministériel le 7 Avril 2000.

² Les travaux portant sur le Cameroun seront hautement appréciés.





Malgré cette abondante littérature, on constate avec regret une très faible accélération de la transformation structurelle en Afrique en général et au Cameroun en particulier. A titre d'illustration, selon les données de la Banque Mondiale (2024), entre 2000 et 2022 au Cameroun, la part de l'emploi dans le secteur primaire est passée de 66,64% à 42,19% ; dans le secteur secondaire elle est passée de 9,63% à 15,35% et dans le secteur tertiaire elle est passée de 23,71% à 42,44% soit près d'une double augmentation. On observe donc un boom de l'emploi dans le tertiaire contrairement aux autres secteurs. Ceci s'explique par la forte croissance de l'informalité des services. Le secteur industriel global a connu une faible croissance de 5,67% seulement. Le secteur manufacturier encore moins, soit 3,2%. En dépit des efforts louables déployés par les gouvernements africains, les résultats escomptés en matière de développement ne se sont pas encore pleinement matérialisés. Il est donc impératif de s'interroger sur les moyens d'accélérer la transformation structurelle des économies africaines afin de garantir une meilleure croissance économique. L'Agenda 2063 approuvé par les chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine (UA) en janvier 2015 doit guider les actions à initier. En effet, la Vision de l'UA vise à « construire une Afrique intégrée, prospère et en paix, une Afrique dirigée et gérée par ses propres citoyens et représentant une force dynamique sur la scène internationale » a été réaffirmé. L'Agenda 2063 se décline en sept (07) aspirations : (i) une Afrique prospère fondée sur une croissance inclusive et un développement durable ; (ii) un continent intégré, politiquement uni et reposant sur les idéaux du panafricanisme ; (iii) une Afrique de la bonne gouvernance, du respect des droits de l'homme, de la justice et de l'Etat de droit ; (iv) une Afrique pacifique et sûre ; (v) une Afrique ayant une identité, des valeurs et une éthique culturelles fortes ; (vi) une Afrique dont le développement est axé sur les personnes, s'appuyant notamment sur le potentiel qu'offrent les jeunes et les femmes ; et (vii) une Afrique en tant qu'acteur et partenaire solide et influent sur la scène mondiale.

La transformation structurelle de l'économie passe par une densification de l'industrie manufacturière ainsi que des secteurs de services à haute productivité et un rattrapage technologique, se traduisant par une hausse de la productivité dans l'agriculture et sa modernisation, du fait de l'augmentation de la demande des produits agricoles. Ainsi, les Gouvernements entendent à travers leur plan stratégique de développement, de procéder à la transformation structurelle de leurs économies en incitant, par des mesures et des politiques volontaristes, à des changements fondamentaux dans les structures économiques et sociales, afin de favoriser un développement plus inclusif et durable sans compromettre les chances des générations futures. Pour y parvenir, il s'agit de : (i) développer les industries manufacturières et services ; (ii) développer la production et la productivité agricoles ; (iii) poursuivre la modernisation des infrastructures productives ; (iv) renforcer l'intégration régionale et la facilitation des échanges ; (v) dynamiser davantage le secteur privé et faire émerger les champignons nationaux ; (vi) intégrer davantage les préoccupations liées à l'environnement et la protection de la nature ; et (vii) renforcer le système financier national.

Dès lors, le présent colloque se veut un lieu d'échange, de communication et de partage d'expériences sur les « best practices » et les politiques adaptées pour accélérer la transformation structurelle.





2. AXES DU COLLOQUE

Quatorze axes majeurs non exhaustifs ont été retenus pour l'animation du colloque.

AXE 1 : Modernisation des infrastructures et transformation structurelle

Thème 1 : Infrastructures physiques et transformation structurelle

Thème 2 : Infrastructures énergétiques et transformation structurelle

Thème 3 : Infrastructures maritimes et transformation structurelle

AXE 2 : Agriculture, changement climatique et environnement

Thème 1 : Lutte contre les changements climatiques et/ou mesures d'adaptation

Thème 2 : Productivité agricole et agro-industrie

Thème 3 : Politique publique environnementale

AXE 3 : Capital humain et transformation structurelle

Thème 1 : Education et acquisition des compétences comme accélérateurs de la transformation structurelle

Thème 2 : Santé et espérance de vie

Thème 3 : Migration et transformation structurelle

Axe 4 : Entrepreneuriat et transformation structurelle

Thème 1 : Problématique des coûts de facteurs dans la productivité des entreprises

Thème 2 : Formalisation des entreprises et transformation structurelle

Thème 3 : PME, filières porteuses de croissance et transformation structurelle

AXE 5 : Développement financier pour une transformation structurelle réussie

Thème 1 : Développement financier et croissance inclusive

Thème 2 : Politique monétaire et transformation structurelle

Thème 3 : Mobilisation de l'épargne, assurance et transformation structurelle

AXE 6 : Apport des flux financiers internationaux et transformation structurelle

Thème 1 : Mobilisation des fonds de la diaspora et financement des industries

Thème 2 : Climat des affaires et attractivité des IDE

Thème 3 : Aide au Développement et transformation structurelle

AXE 7 : Prise en compte du genre dans la transformation structurelle

Thème 1 : Politiques publiques sensibles au genre et transformation structurelle

Thème 2 : Autonomisation de la femme et transformation structurelle

Thème 3 : Inégalités de genre et transformation structurelle

AXE 8 : Digitalisation de l'économie comme accélérateur de la transformation structurelle

Thème 1 : Essor de l'intelligence artificielle et effets économiques

Thème 2 : TIC et complexité économique

Thème 3 : Digitalisation des services financiers

AXE 9 : Commerce, intégration régionale et chaîne de valeur mondiale

Thème 1. Import-Substitution et transformation structurelle

Thème 2. Participation aux chaînes de valeurs mondiales et industrialisation

Thème 3 : Intégration régionale et transformation structurelle

AXE 10 : Gouvernance, sécurité et transformation structurelle

Thème 1 : Corruption comme frein ou « huile » de la transformation structurelle

Thème 2 : Stabilité politique et démocratie

Thème 3 : Sécurité des Etats et transformation structurelle





AXE 11 : Décentralisation, Développement local et transformation structurelle

Thème 1 : Développement local et transformation structurelle

Thème 2 : Fiscalité locale et transformation structurelle

Thème 3 : Modèle économique des CTD et transformation structurelle

AXE 12 : Gouvernance d'entreprise et transformation structurelle

Thème 1 : Gouvernance des entreprises publiques et/ou privées et transformation structurelle

Thème 2 : Gestion financière, comptable et transformation structurelle

Thème 3 : Finance de marché et finance organisationnelle

AXE 13 : Stratégie, Marketing et transformation structurelle

Thème 1 : Stratégie de développement des entreprises et transformation structurelle

Thème 2 : Marketing des services et transformation structurelle

Thème 3 : Innovations et transformation structurelle

AXE 14 : Management et transformation structurelle

Thème 1 : Management stratégique des entreprises et transformation structurelle

Thème 2 : Pratiques de gestion des ressources humaines et transformation structurelle

Thème 3 : Management participatif des organisations et transformation structurelle

Les axes ci-dessus ne sont pas exhaustifs. Les propositions ne correspondant pas à l'un des axes peuvent être soumises.

3. ACTIVITÉS DU COLLOQUE

Les activités du colloque sont les suivantes :

les communications : elles vont permettre le partage de connaissances et de résultats entre les chercheurs et les participants ;

les tables rondes thématiques donc les débats seront transversaux pour une union de prise de parole dans un sens à susciter des recommandations de politiques économiques pertinentes.

Les ateliers doctoraux seront organisés pendant le colloque. Les étudiants en cycle de Doctorat en Sciences économiques et de Gestion peuvent soumettre leurs travaux pour une présentation.

les rencontres et débats avec des centres de recherche en sciences sociales et *think thank* seront organisés pendant le colloque. L'objectif est d'analyser la contribution des centres de recherche au développement économique de l'Afrique.

4. MODALITÉS DE SOUMISSION

Les propositions de communication (texte intégral de préférence ou travail en cours de finalisation de 25 pages maximum) peuvent être envoyées en français ou en anglais. Elles seront évaluées de façon anonyme, par deux lecteurs à partir d'une grille de lecture pré-formatée. Les auteurs devront au préalable préciser sur la page de garde l'axe et le thème dans lequel leur proposition de communication s'insère. Les propositions seront envoyées au plus tard le **15 octobre 2024** à : essomme2017@gmail.com ; mbassichristophe@gmail.com et ongoema@yahoo.fr





5. NORMES DE PRÉSENTATION DES COMMUNICATIONS

Le format de soumission des textes de communications doit respecter les instructions suivantes :

- La première page contiendra le titre de la communication, les noms, adresses, organisations, pays d'appartenance des auteurs, axe et thème de la communication.
- La deuxième page ne contiendra que le titre de la communication, un résumé (250 mots) en français et en anglais et 3 à 5 mots clés.
- Le texte sera dactylographié sous format Word, caractères Times News Roman 12, format A4, marges normales, interligne simple. Il portera sur 20 à 25 pages bibliographie, références et annexes incluses.
- Les parties suivent une numérotation simple : I, I.1, I.2. ; II, II.1, II.2 ; etc.
- Pas de notes de fin de texte (notes en bas de page uniquement : taille 10, numérotation continue) ; aucun saut de page dans le document ; tous les éléments graphiques seront alignés sur le texte.
- Les sources doivent être citées conformément aux normes APA.
- Les références sont également rédigées selon les normes APA. Exemple pour un article avec un auteur : Kim, S. (2010). Public trust in government in Japan and South Korea: Does the rise of critical citizens matter? *Public Administration Review*, 70(5), 801–810. Un article avec deux auteurs : Miller, M. A., et Bunnell, T. (2013). Introduction: Problematizing the interplay between decentralized governance and the urban in Asia. *Pacific Affairs*, 86(4), 715–729. Un article avec trois auteurs : Nguyen, C. P., Schinckus, C., et Su, T. D. (2020). The drivers of economic complexity: International evidence from financial development and patents. *International Economics*, 164, 140–150. Un livre ou un ouvrage : Peterson, G. E. (1997). *Decentralization in Latin America: Learning through experience*. World Bank.

Les frais de participation par présentateur au colloque s'élèvent à **25 000 FCFA**. Les frais d'inscription pour les doctorants s'élèvent à **10000 FCFA**. Ces frais permettront de couvrir les repas (pauses café, déjeuner et dîner) pendant la durée du colloque. Le transport du lieu d'hébergement des hôtes au campus de Soa sera assuré par les organisateurs. Toutes les autres charges relatives à leur participation au colloque (frais de transport, frais de participation et d'hébergement) sont à leur charge.

Pour plus d'informations, contacter :

- ONGO NKOA Bruno : Tel : +237 675194049 Email : ongoema@yahoo.fr
- ESSOMME Innocent : Tel : +237 694638424 Email : essomme2017@gmail.com
- MBASSI Christophe : Tel : +237 696601664 Email : mbassichristophe@gmail.com

6. DATES IMPORTANTES A RETENIR

- Ouverture de l'appel à communication : **15 avril 2024**
- Délai de soumission des propositions de communication : **30 novembre 2024**
- Notification aux auteurs des propositions de communication retenues : **31 Décembre 2024**
- Date limite d'envoi des versions corrigées des propositions de communication : **31 janvier 2025**
- Date limite d'inscription : **28 février 2025**
- Publication du programme du colloque : **15 mars 2025**
- Tenu du colloque : **9 et 10 avril 2025**

Les meilleurs articles paraîtront à l'issue d'une évaluation à l'aveugle rigoureuse dans un numéro spécial de la Revue d'Economie du Développement et un numéro spécial de la Revue Camerounaise d'Economie et de la Revue Camerounaise de Gestion.





7. COMITÉ D'ORGANISATION

Supervision générale :

Pr Richard Laurent OMGBA : Recteur de l'Université de Yaoundé II-Soa,

Pr Désiré AVOM : Doyen de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion/UyII,

Président :

Pr ONGO NKOA Bruno Emmanuel : Directeur du CEREG/FSEG/Université de Yaoundé II

Membres :

ATANGANA ONDOA Henri (Université de Yaoundé II), **AWOA AWOA Paul** (Université de Yaoundé II), **BELOMO ONGUENE Marie Laure** (Université de Yaoundé II), **BITOTO EWOLO Fabrice** (Université de Yaoundé II), **ESSOMME Innocent** (CEREG/Université de Yaoundé II), **FAHA NGHENDZEKO Peres** (Université de Yaoundé II), **KENECK MASSIL Joseph** (Université de Yaoundé II), **MBASSI Christophe** (Université de Yaoundé II), **MEMANG Anicet** (CEREG/ Université de Yaoundé II), **MESSINA Martial** (CEREG/ Université de Yaoundé II), **Donatienne MOSKOLAI** (Université de Yaoundé II), **MINGNAMISSI Dieudonné** (Université de Yaoundé II), **MOUNGOU MBENDA Sabine Patricia** (Université de Yaoundé II), **MVENG Seabrook Arthur** (Université de Yaoundé II), **NGAH ATANGANA Bénédicte**(Université de Yaoundé II), **NGA NDONGO Winnie** (Université de Yaoundé II), **NGOLOKO NGOMB NOOR** (Université de Yaoundé II), **NGUENDA ANYA Saturnin** (Université de Yaoundé II), **NOBESSI Geraldine** (Université de Yaoundé II), **NTONO TSIMI Germain** (Université de Yaoundé II), **NVUH NJOYA Youssouf** (Université de Yaoundé II), **NYA Manuella Rachelle** (Université de Yaoundé II), **ONDOUA BEYENE Blaise** (Université de Yaoundé II), **SINGUI Alice** (Université de Yaoundé II).

8. COMITÉ SCIENTIFIQUE

AVOM Désiré (Université de Yaoundé II, Cameroun), ATAKE Ezzo-Hanam (Université de Lomé, Togo), AYINDA Jean Marie (Université de Yaoundé 2), BEKOLO Claude (Université de Douala, Cameroun), BELLO (Université de Douala), BEGNE Jean Marie (Université de Yaoundé 2), BITYE Mireille (Université de Bertoua, Cameroun), BIWOLE FOUA Jean (Université d'Ebolowa, Cameroun), BONDOMA Dieudonné (Université de Yaoundé II, Cameroun), BOUBAKARY (Université de Yaoundé 2, Cameroun), BOULOU EBANDA de B'éri, (Université d'Ottawa, Canada), CABY Jérôme (IAE de Paris, France), DJEUDJA Rovier (Université de Dschang, Cameroun), ETOGO MESSOMO Mireille (Université de Yaoundé II, Cameroun), ETOUNDI ELOUNDOU Gilles (Université de Douala, Cameroun), FRANÇOISE OKAH (Université de Yaoundé II, Cameroun), FON DOROTHY (Université de Dschang, Cameroun), FOTSING MANGOUA Robert (Université de Dschang, Cameroun), GANDJON Stéphane (Université de Yaoundé II, Cameroun), GANKOU Jean Marie (Université de Yaoundé II, Cameroun), KAMDEM Cyrille (Université de Yaoundé II, Cameroun), KENECK MASSIL Joseph (Université de Yaoundé II, Cameroun), KOBBO Georges (Université de Yaoundé II, Cameroun), KONO ABE Jean Max (Université de Yaoundé 2), MBENDA Sabine (Université de Yaoundé II, Cameroun), MATT MAZRA (Université de Maroua, Cameroun), MEKA'A Cosmas (Université de Bertoua, Cameroun), MIGNAMISSI Dieudonné (Université de Yaoundé II, Cameroun), MONDJELI MWA NDJOKOU ITCHOKO MOTANDE (Université de Maroua, Cameroun), NDIKUMANA Léonce (University of Massachusetts, USA), NEMBOT Luc (Université de Dschang, Cameroun), NGAMENI Pasky (Université de Dschang, Cameroun), MESSOMO ELLE Serge (Université de Buea), MOSKOLAI Donatienne (Université de





Yaoundé II, Cameroun), MVELE Sigismond (Université d'Ebolowa, Cameroun), NGUIMKEU Pierre (Université de Géorgie, Etats-Unis), NINGAYE Paul (Université de Dschang, Cameroun), NJONG MOM Aloysius (Université de Bamenda, Cameroun), NGOK EVINA Jean François (Université de Douala, Cameroun), NGOUALONG KAMGANG Nadège (Université de Ngaoundéré), NKAKENE Laurence (Université d'Ebolowa, Cameroun), NKENGFAK Hilaire (Université de Dschang, Cameroun), NKIENDEM Felix (Université de Bamenda), NKOA François (Université de Yaoundé II), NGANTCHOU Alexis (Université de Douala), NGO NONGA Fidoline (Université de Yaoundé II, Cameroun), NOAH Céline (Université de Yaoundé 2, Cameroun), NTONO TSIMI Germain (Université de Yaoundé II, Cameroun), NZONGANG Joseph (Université de Dschang), OMGBA Luc Désiré (Université de Lorraine, France), NVUH NJOYA Youssouf (Université de Yaoundé II, Cameroun), ONDOUA Alain (Université de Yaoundé II, Cameroun), ONGO NKOA Bruno (Université de Dschang, Cameroun), ONDOUA BIWOLE Viviane (Université de Yaoundé 2, Cameroun), ROSSATANGARIGNAULT Guy (Université Omar Bongo, Libreville), SALIOU Ali (Université de Dschang, Cameroun), SANGUE FOTSO Robert (Université d'Ebolowa), TIOUMAGNENG André (Université de Yaoundé II, Cameroun), TAKOUDJOU NIMPA Alain (Université de Dschang), SONE MBASSI Alain (Université de Yaoundé 2, Cameroun), SONG Jacques (Université de Ebolowa, Cameroun), SOULEYMANOU KADOUAMAI (Université de Maroua, Cameroun), UM-NGOUEM Marie Thérèse (Université de Dschang, Cameroun), WANDJI Georges (Université de Dschang, Cameroun), YOUMANLI OUOBA (Université Thomas Sankara, Ouagadougou), ZAMO Christian (Université de Yaoundé 2, Cameroun).

Références

- Alviarez, V. I., Chen, C., Pandalai-Nayar, N., Varela, L., Yi, K. M., & Zhang, H. (2022). *Multinationals and Structural Transformation* (No. w30494). National Bureau of Economic Research.
- Clark, J. M. (1940). « Toward a concept of workable competition ». *The American Economic Review*, 30(2), 241–256.
- Diao, X., Harttgen, K., & McMillan, M. (2017). « The changing structure of Africa's economies ». *The World Bank Economic Review*, 31(2), 412–433.
- Erten, B., Leight, J., & Tregenna, F. (2019). « Trade liberalization and local labor market adjustment in South Africa ». *Journal of International Economics*, 118, 448-467.
- Fisher, A. G. (1939). « Production, primary, secondary and tertiary ». *Economic record*, 15(1), 24-38.
- Hjort, J., & Poulsen, J. (2019). « The arrival of fast internet and employment in Africa ». *American Economic Review*, 109(3), 1032-1079.
- Jones, B. F., & Olken, B. A. (2008). « The anatomy of start-stop growth ». *The Review of Economics and Statistics*, 90(3), 582–587.
- Kuznets, S. (1966). *Modern Economic Growth: Rate, Structure and Spread*. Yale University Press, London.
- Lewis, W.A. (1954). « Economic Development With Unlimited Supplies of Labour ». *Manchester School of Economic and Social studies*, vol. 22, pp.139-191.
- Lin, J. Y., & Monga, C. (2011). Growth identification and facilitation: the role of the state in the dynamics of structural change. *World Bank policy research working paper*, (5313).
- Lucas, R. E., Jr. (2004). « Life earnings and rural-urban migration ». *Journal of Political Economy*, 112(S1), S29–S59.
- Malah Kuete, Y. F., & Asongu, S. A. (2022). Infrastructure development as a prerequisite for structural change in Africa. *Journal of the Knowledge Economy*, 1-27.
- Mamba, E., Gniniquè, M., & Ali, E. (2020). « Effect of foreign direct investment on structural transformation in West African Economic and Monetary Union (WAEMU) countries ». *Cogent Economics & Finance*, 8(1), 1783910.
- Megbowon, E., Mlambo, C., & Adegunle, B. (2019). « Impact of china's outward fdi on sub-saharan africa's industrialization: Evidence from 26 countries ». *Cogent Economics & Finance*, 7(1), 1681054.
- Tiwari, A. K., & Mutascu, M. (2011). « Economic growth and FDI in Asia: A panel-data approach ». *Economic analysis and policy*, 41(2), 173-187.

